

9 novembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/09/face-aux-conflits-russo-ukrainien-ou-israel-hamas-le-constat-est-le-meme-il-n-y-a-pas-de-communauté-internationale-susceptible-d-imposer-un-reglement_6199059_3232.html

« Face aux conflits russo-ukrainien ou Israël-Hamas, le constat est le même : il n’y a pas de “communauté internationale” susceptible d’imposer un règlement »

[Chronique](#)

[Alain Frachon, éditorialiste au « Monde »](#)

Washington étant sur la défensive, la Chine et la Russie se faisant les chantres d’un ordre mondial anti-américain, le Conseil de sécurité de l’ONU se retrouve paralysé, constate, dans sa chronique, Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd’hui à 04h00 Temps de Lecture 3 min.

Les guerres de l’époque sont le miroir d’une scène internationale morcelée, divisée, antagoniste – et donc largement impuissante. Qu’il s’agisse du conflit russo-ukrainien ou de celui qui oppose Israël au mouvement palestinien Hamas, le constat est le même : il n’y a pas de « communauté internationale » susceptible de favoriser ou d’imposer un règlement.

Les massacres perpétrés le 7 octobre dans le sud d’Israël auraient dû être unanimement dénoncés, du sud au nord, d’est en ouest. On aurait pu s’attendre à un front uni dans la condamnation de la part de grandes puissances qui, toutes, entretiennent les meilleures relations avec l’Etat hébreu. Du moins si l’on accepte que l’événement relève d’un traumatisme comparable à celui provoqué par les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Cette dernière lecture a été celle des pays occidentaux qui ont condamné l’opération du Hamas.

Ailleurs – Asie, Afrique, Amérique latine –, l’interprétation a souvent été différente. Dans une atmosphère de relativisme absolu, le 7 octobre a été relégué au rang du terrorisme dont le Moyen-Orient est coutumier : comme chacun sait, les terroristes des uns sont les résistants des autres... Puis est venue la riposte israélienne, sur fond d’embargo sur l’eau, l’électricité, le fuel et sans porte de sortie pour les Gazaouis. La férocité des bombardements et les victimes civiles par milliers ont vite occulté ou minoré la spécificité des événements du 7 octobre.

Mais avant même l’intervention israélienne, la Chine de Xi Jinping et la Russie de Vladimir Poutine n’ont pas explicitement dénoncé l’attaque du Hamas. Ces deux pays ont de très bonnes relations avec l’Etat hébreu, mais aussi avec l’ensemble du monde arabe et avec l’Iran.

« Niveau de haine inégalé »

A plus d’un titre, Chinois et Russes étaient bien placés pour exercer une forme de médiation. Leur choix a été autre : solidarité affichée avec les Palestiniens et critique des Israéliens, enfin dénonciation de la politique des Etats-Unis dans la région. Impossible de s’entendre sur un point de départ commun, en l’espèce, une condamnation. La seule menace du veto de l’un ou des autres a paralysé le Conseil de sécurité de l’ONU. Pourquoi ?

Signataires d’une déclaration d’« *amitié sans limites* », conclue le 4 février 2022 à Pékin, quelques semaines avant l’assaut russe sur Kiev, Chinois et Russes entretiennent un dessein politico-idéologique commun : dénoncer l’« hégémonie » américaine (ou occidentale) sur le système international hérité de 1945. L’ambition est d’affaiblir les Etats-Unis et d’infléchir ledit système dans un sens plus favorable aux intérêts de Moscou et de Pékin.

Washington est sur la défensive. Pour avoir collé inconditionnellement à la guerre menée par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou à Gaza, les Etats-Unis sont de plus en plus isolés. Les gouvernants européens réclament une pause humanitaire dans les combats – façon de se distinguer de Washington. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, tout comme dans une bonne partie des opinions occidentales, la solidarité exprimée au bout d'un mois de bombardements sur Gaza va aux Palestiniens. Dans le monde arabe, « *on arrive, même chez les esprits les plus indépendants, à un niveau de haine inégalé* » à l'encontre d'Israël, nous confie une experte de la région du Golfe.

La Chine et la Russie en profitent, qui se font les chantres d'un ordre mondial anti-américain. L'objectif est de rallier contre les Etats-Unis une bonne partie de ce collectif informel et vague qu'est le Sud global – Afrique, Asie, Amérique latine. Russes et Chinois s'y emploient.

Le *New York Times* du 3 novembre relève que Moscou, Téhéran et, dans une moindre mesure, Pékin déversent, par médias officiels et sites en ligne interposés, un « *déluge de propagande en faveur du Hamas et à l'encontre du principal allié d'Israël, les Etats-Unis* ». « *Cela est suivi par des centaines de millions de personnes de par le monde* », dit un expert cité par le journal.

La République islamique d'Iran est un allié de poids que Poutine et Xi cultivent au plus près. Pas de statut de paria pour ce régime qui martyrise volontiers les femmes et arme le Hamas. Parrainé par Moscou et Pékin, l'Iran a été accueilli au sein des BRICS, le groupe des économies émergentes du Sud, et choisi pour présider, les 2 et 3 novembre, le forum annuel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (décrédibilisant les Nations unies). Téhéran vend des armes à la Russie pour la guerre de Poutine en Ukraine et, à prix cassés, des hydrocarbures à la Chine.

Les limites de la logique des blocs

En privé, Joe Biden a tenté de modérer l'offensive israélienne sur Gaza. Mais son peu de succès apparent confirme un autre trait de la scène internationale : la relativisation de la puissance des superpuissances, que traduit, en l'espèce, l'autonomie acquise par Israël dans sa relation avec son protecteur américain.

Moscou et Pékin marquent des points aux dépens des Etats-Unis ou des Occidentaux en général dans les pays dits « du Sud global ». Une partie de l'Afrique et du monde arabe, l'Inde et aussi le Brésil ont été réticents à condamner la Russie dans l'affaire ukrainienne.

Pour autant, parler d'un bloc Chine-Russie-pays émergents est erroné, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine ou au Proche-Orient. [L'Inde, membre fondateur des BRICS, défend Israël](#) et lutte en Asie contre l'expansionnisme chinois. La Turquie de Recep Tayyip Erdogan ne veut surtout pas quitter l'OTAN mais [prend le parti du Hamas à Gaza](#). Financier des islamistes palestiniens, le Qatar abrite une des plus grandes bases américaines au Moyen-Orient. La logique des blocs a ses limites. Consolation : s'ils cherchent partout à affaiblir les Etats-Unis, Chinois et Russes ne souhaitent pas que la tragédie gazaouie dégénère en conflit régional.